



HAL
open science

“ Et tout, le monde, déteste la métropole ? ” Entretien avec la critique sociale

Matthieu Adam, Antoine Guironnet, Antonio Delfini, Rémi Eliçabe, Simon Le
Roulley, Rafaël Snoriguzzi

► To cite this version:

Matthieu Adam, Antoine Guironnet, Antonio Delfini, Rémi Eliçabe, Simon Le Roulley, et al.. “ Et tout, le monde, déteste la métropole ? ” Entretien avec la critique sociale. *Métropoles*, 2021, 28, 10.4000/metropoles.8019 . halshs-03375145

HAL Id: halshs-03375145

<https://shs.hal.science/halshs-03375145>

Submitted on 4 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



« Et tout, le monde, déteste la métropole ? » Entretien avec la critique sociale

“Hey hey, ho ho, metropolis has got to go?” An interview with social critics

Matthieu Adam, Antoine Guironnet, Antonio Delfini, Rémi Eliçabe, Simon Le Roulley et Rafaël Snoriguzzi



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/metropoles/8019>

DOI : [10.4000/metropoles.8019](https://doi.org/10.4000/metropoles.8019)

ISSN : 1957-7788

Éditeur

ENS Éditions

Ce document vous est offert par Bibliothèque Diderot de Lyon - ENS



Référence électronique

Matthieu Adam, Antoine Guironnet, Antonio Delfini, Rémi Eliçabe, Simon Le Roulley et Rafaël Snoriguzzi, « « Et tout, le monde, déteste la métropole ? » Entretien avec la critique sociale », *Métropoles* [En ligne], 28 | 2021, mis en ligne le 11 octobre 2021, consulté le 04 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/8019> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/metropoles.8019>

Ce document a été généré automatiquement le 4 janvier 2022.



Métropoles est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« Et tout, le monde, déteste la métropole ? » Entretien avec la critique sociale

“Hey hey, ho ho, metropolis has got to go?” An interview with social critics

Matthieu Adam, Antoine Guironnet, Antonio Delfini, Rémi Eliçabe, Simon Le Roulley et Rafaël Snoriguzzi

Introduction

« Contre la métropole et son monde », « Chiale pas Jojo, Nantes reste métropole verte ! », « Un communisme plus fort que la métropole », « À bas la métropole, vive la commune ! ».

- 1 Sur des banderoles, des murs, dans des tracts et des tribunes des collectifs qui luttent ici contre le renouvellement urbain de leurs quartiers et ses conséquences sociales, là contre de grands projets « inutiles et imposés », ailleurs contre le traitement réservé aux exilés par l'État et les pouvoirs publics locaux, la « métropole » semble s'imposer dans la rhétorique des luttes urbaines actuelles (voir illustrations 1, 2 et 3)¹. Comme un écho à l'injonction à se « métropoliser » adressée aux politiques urbaines et à la saturation du terme dans les discours des acteurs publics et privés, le terme est de plus en plus souvent mobilisé par des militant·es pour désigner un adversaire ou un processus qu'il s'agit de confronter, et de défaire.

III. 1 : « Grenoble, métropole à braiser ! », graffiti, Grenoble, 2017



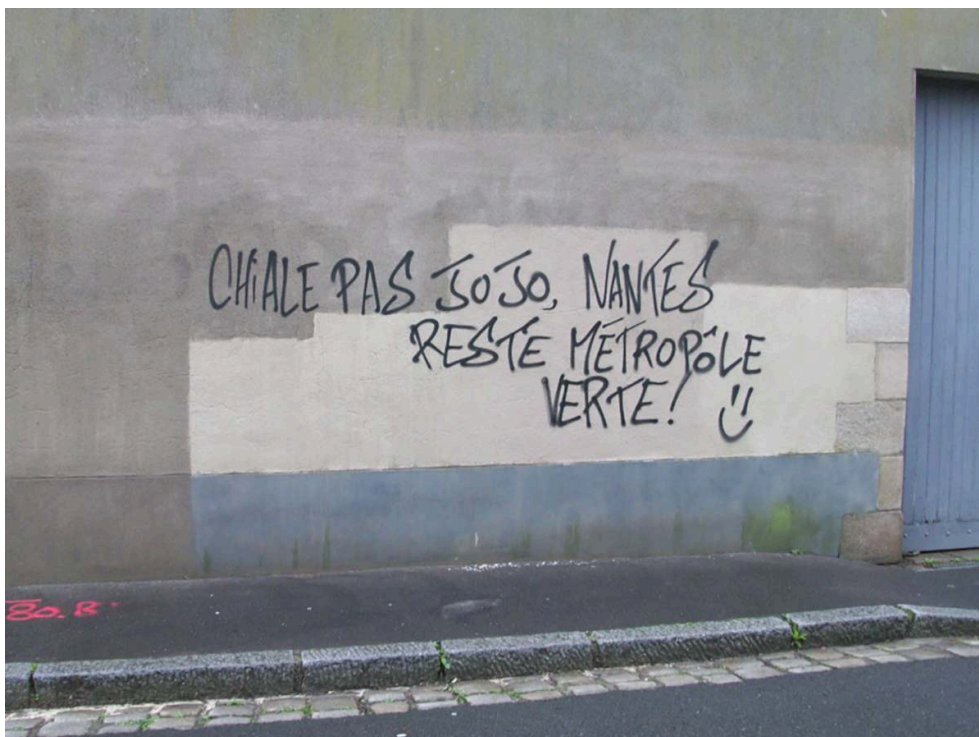
Source : <https://larueourien.tumblr.com/post/158773177611>

III. 2 : « Votre métropole a des allures de taule », graffiti, Toulouse, 2018



Source : <https://larueourien.tumblr.com/post/183650050176/toulouse-acte-19>

III. 3 : « Chiale pas Jojo, Nantes reste métropole verte ! », graffiti, Nantes, 2018



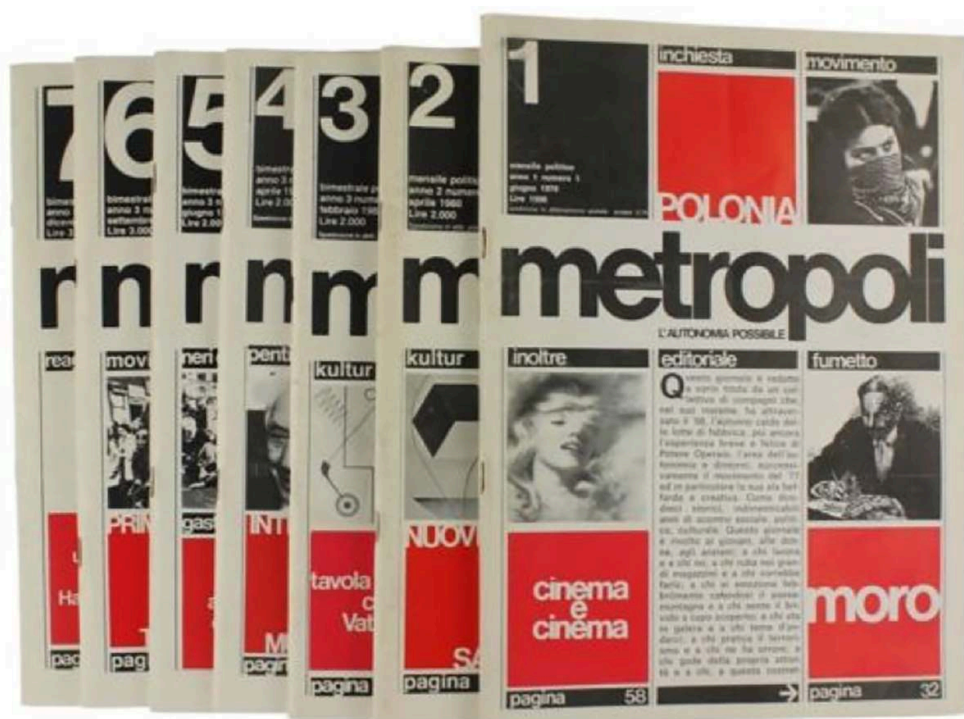
Source : <https://larueourien.tumblr.com/post/169964052456>

- 2 Au-delà des slogans, que désigne ce terme dans le lexique des luttes urbaines ? Comment permet-il de penser et, surtout, de mobiliser et d'agir ? Comme dans les productions scientifiques et journalistiques, les acceptions militantes de la « métropole² » (ou de la « métropolisation ») sont polysémiques, et renvoient avant tout à deux aspects qui se superposent souvent. D'un côté, des agglomérations définies par leur importante population, leur concentration des pouvoirs et leur insertion dans des réseaux, c'est-à-dire les grandes villes où se concentreraient les expressions les plus exacerbées de l'économie mondialisée. Cela conduit à identifier la métropolisation comme un dogme néolibéral visant la concentration de la production capitaliste de valeur dans les plus grandes villes. De l'autre, une nouvelle structure institutionnelle prolongeant les intercommunalités précédentes et concentrant de nombreuses compétences à l'échelle locale, où elle devient l'entité politico-administrative de référence menant des politiques de développement territorial. Ces politiques sont le plus souvent entrepreneuriales, c'est-à-dire indexées sur ce dogme néolibéral. Certains écrits militants distinguent un troisième sens, considérant la métropole comme une catégorie philosophique et politique correspondant à une forme d'organisation du capitalisme postindustriel, où la ville remplacerait l'usine comme principal lieu de l'accumulation et l'aliénation capitaliste et donc comme terrain de lutte pour l'émancipation.
- 3 Cette dernière acception fait bien souvent écho à l'autonomie italienne, qui proclame dès 1976 la lutte des « ouvrier-es contre la métropole » (voir illustration 4). Ce courant communiste, né dans l'Italie de la fin des années 1960, développe une théorie de la *metropoli* comme extension de la domination capitaliste hors des murs de l'usine à travers la spéculation immobilière, la disciplinarisation des conduites collectives et individuelles, ainsi qu'une répression policière et technologique (Allavena, 2020). Face à

cette restructuration du régime fordiste, les militant·es autonomes, qui pour certains revendiquent le nom d'« indiens métropolitains » (Tari, 2011, p. 226-28), mènent des luttes de quartier mêlant autoréductions³ sur les biens de consommation courante et les services urbains (eau, électricité, transports) et occupations d'appartements. Ces occupations se développent aussi dans le milieu autonome allemand, en s'inscrivant dans une critique de la vie quotidienne et notamment des dimensions genrées du travail domestique (Allavena, 2020).

III. 4 : « Ouvriers contre la métropole », *Rosso*, n° 8, 24 avril 1976



III. 5 : numéros de la revue *Metropoli, L'autonomia possibile* (1979-1981)

- 4 Aujourd'hui, la polysémie du terme contribue possiblement à son succès, mais aussi à une potentielle confusion. Le flou qui peut naître autour de son utilisation par divers courants politiques et dans différents contextes de lutte interroge son caractère opératoire, comme catégorie d'analyse permettant de fédérer une critique du capitalisme urbain, et sa capacité de mobilisation dans une perspective stratégique. C'est l'envie de questionner, pour le nourrir, ce double enjeu – analytique et stratégique – qui a ouvert la voix au présent texte et lui a suggéré sa forme, c'est-à-dire un entretien croisé avec des auteurs d'ouvrages de critique sociale⁴ qui décryptent la métropole et prennent position pour lui faire face dans une perspective d'émancipation collective.
- 5 Depuis une quinzaine d'années, une littérature militante francophone s'est en effet saisie du terme, tantôt pour penser les transformations et formes de dominations contemporaines du capitalisme néolibéral, tantôt pour analyser des processus de métropolisation localisés, et dans tous les cas pour lutter contre. Ce sont les milieux autonomes, dans la lignée de leurs homologues italiens, qui, les premiers, ont commencé à s'en saisir, en particulier au travers des textes du Comité Invisible ou des publications du site *lundi.am*. Dans un passage rendu célèbre par l'affaire dite de Tarnac, le Comité Invisible rappelle que la métropole « n'est pas que cet amas urbanisé, cette collision finale de la ville et de la campagne, c'est tout autant un flux d'êtres et de choses » (Comité Invisible, 2007, 44). D'où le caractère stratégique des infrastructures dans le capitalisme et pour qui souhaite lutter contre. Il en est aussi question dans le pamphlet contre l'événement Lille 2004 lié au programme de capitale européenne de la culture⁵. Au cours de la dernière décennie, les critiques de la métropole se sont multipliées, notamment dans des perspectives écologistes.
- 6 Les ouvrages de critique sociale sur le sujet se sont multipliés au cours des deux dernières années⁶. Dans *Contre Euralille : une critique de l'utopie métropolitaine* (2019),

Antonio Delfini et Rafaël Snoriguzzi partent du quartier d'affaires de Lille pour analyser le processus de métropolisation de l'agglomération. Empruntant à la géographie radicale, à la sociologie des élites et à la critique sociale, les auteurs décryptent ce qu'élus, promoteurs, entrepreneurs locaux et architectes stars produisent au nom de la métropole, « idéologie qui sévit aujourd'hui dans la plupart des grandes zones urbaines françaises » (p. 13). La métropolisation y est décrite comme l'actualisation néolibérale d'un capitalisme urbain à travers « le projet de livrer l'urbain à quelques décideurs sans attaches, de noyer son histoire dans des standards mondiaux, d'en optimiser la valeur sur les marchés internationaux – en somme, de réifier la ville » (*ibid.*). Elle se traduit par des tentatives de montée en gamme de la ville s'accompagnant d'une standardisation des espaces et des modes de vie, le tout au profit d'élites locales qui n'ont guère changé depuis l'apogée industrielle du territoire⁷.

- 7 Ouvrage collectif inspiré d'un titre de rock punk⁸, *Le Désert urbain* (2019) rassemble des expressions variées en termes de positions (universitaires et activistes, individuelles ou collectives), de formes (critique sociale, intervention politique, fiction), d'inspirations intellectuelles (on y croise l'autonomie politique et le marxisme, mais aussi la sociologie pragmatique de Boltanski) et d'horizons géographiques. Dans l'introduction du volume, puis dans un article sur Caen, Simon Le Roulley propose de se saisir de la métropole comme catégorie philosophique et critique pour armer les mouvements sociaux urbains dans une perspective matérialiste :

« La Métropole est quelque part ce qui détermine la plupart des existences. Et pourtant, elle est désertique. Bien qu'elle soit le lieu de fourmillement, la singularité tend à y être abolie [...] tout conduit à voir, dans chacune d'entre elles, les mêmes jeux s'y jouer, et les mêmes ingénieurs s'y ingénier. Pourtant, si des mécanismes similaires s'observent, ils ne suffisent pas à abolir les particularismes liés à certaines spécificités et, notamment, à la capacité des individus à ne pas laisser la ville se produire sans eux. » (p. 8-9).

- 8 D'autres contributions proposent un regard historique sur la marchandisation du centre-ville de Nantes, ou une réflexion sur la contestation des politiques urbaines par le collectif occupant l'écoquartier des Lentillères à Dijon.
- 9 *Quartiers vivants* (2020) s'appuie sur une enquête du Groupe de Recherche Action (GRAC) pour dresser un portrait sensible de deux quartiers, à Liège et à Montreuil. Rémi Eliçabe, Amandine Guilbert et Yannis Lemery développent une approche originale, mêlant sociologie de l'École de Chicago, un parti-pris spiritualiste et des références à la notion foucauldienne de gouvernementalité. Ils interprètent la métropole comme « une certaine manière, politiquement organisée, de faire l'expérience des réalités urbaines, elle est aussi un mode d'imposition de tout un ordre du monde qui cherche à juguler ou capturer ce qui lui échappe » (p. 7). Plutôt que d'en développer une critique frontale, ils et elle se focalisent sur ce qui est susceptible de gripper la machine : « Enquêter sur la métropole, pour nous, signifie enquêter sur ses bords. Bords spatiaux bien sûr mais aussi bordures économiques, sensibles et politiques. [...]. Enquêter sur ses marges éclaire donc ses modalités spécifiques de déploiement, sa diffusion labile et discontinue » (p. 25). L'ouvrage décrit alors ce qui se joue dans les interstices métropolitains, dans la vie quotidienne et la profondeur historique de quartiers singuliers et dans la trajectoire de leurs habitant·es.
- 10 À l'occasion de la parution du numéro « Contester la métropole », nous avons invité les auteurs de ces trois ouvrages à un entretien croisé⁹. Pour cette publication, qui relance aussi la rubrique « Débats, Engagements, Critiques » de la revue *Métropoles*, nous

aurions pu choisir de nous en tenir aux textes publiés et d'écrire une recension croisée de ces trois livres¹⁰. Nous avons préféré discuter avec leurs auteurs à partir de leurs écrits, dans ce qu'ils permettent d'entrevoir en matière de contestation de la production contemporaine de la ville, mais aussi à partir de leurs expériences de luttes urbaines et de leurs réflexions autour du terme de métropole qui, si elles ont pu conduire à la rédaction de ces ouvrages, ne s'y réduisent pas. L'entretien a donc été préféré à la recension car il permet de comprendre et de préciser des intentions, ainsi que de prolonger le propos au-delà des textes.

- 11 À rebours d'une posture extérieure et surplombante cherchant à objectiver des positions politiques, nous souhaitons donner la parole à celles et ceux qui réfléchissent à partir du concept de métropole et contre elle. Donner la parole aux auteurs d'ouvrages explicitement militants dans les colonnes d'une revue scientifique est aussi une façon pour nous d'inviter à la table d'un monde académique trop souvent fermé sur lui-même à la fois des thèses qui pourront le nourrir et une vision critique sur ses productions et son fonctionnement. Il nous semble enfin que l'entretien est un format qui, parce que plus accessible, est susceptible de faciliter la réception de cet article au sein du monde académique, mais aussi – et surtout – en dehors¹¹. Ce faisant, il s'agit aussi de contribuer à l'existence d'un débat sur la manière de penser et de nourrir les luttes urbaines.
- 12 L'échange est organisé en sept moments. Dans un premier temps, les auteurs réunis – Antonio Delfini, Rafaël Snoriguzzi, Simon Le Roulley, et Rémi Elicabe – reviennent sur leur rencontre avec le terme de métropole, qu'ils replacent dans leurs démarches d'écriture. Les trois dimensions de la métropole – économique, sensible et gouvernementale – sont discutées dans la seconde partie, qui restitue la critique du capitalisme urbain qu'elles permettent d'instruire. Le troisième moment pose la question des enjeux pratiques, notamment du point de vue de l'identification des acteurs de la métropole et de son opportunité stratégique. La quatrième partie approfondit la dimension spatiale de cette question en discutant son ancrage dans, ou hors des espaces métropolitains, mais aussi de la place des centralités populaires dans les luttes urbaines. De même, la dimension esthétique et sensible de la métropolisation et de sa contestation sont abordées dans la cinquième partie. Le sixième moment interroge la diffusion du concept de métropole dans les luttes urbaines actuelles, et la manière dont il serait susceptible de gommer certaines limites pratiques de la notion de gentrification, aujourd'hui hégémonique en France dans les discours militants sur la ville. L'entretien se conclut par une septième partie qui interroge les rapports entre production académique et production militante de savoirs sur la ville, notamment en termes d'espaces éditoriaux.

III. 6 : « À bas la métropole, vive la commune », Auteurs anonymes, Tours, 2020



Bibliographie

- 13 Allavena, J. (2020), « Un communisme plus fort que la métropole », *L'hypothèse autonome*, Paris, Éditions Amsterdam, p. 123-148.
- 14 Chroniques du désert (2019), *Le désert urbain*, Caen, Éditions Grevis.
- 15 Comité invisible (2007), *L'insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique.
- 16 Conseil nocturne (2019), *Habiter contre la métropole*, Paris, Éditions Divergence.
- 17 Delfini, A. et Snoriguzzi, R. (2019), *Contre Euralille : une critique de l'utopie métropolitaine*, Lille, Les Étaques.
- 18 Eliçabe, R., Guilbert, A. et Lemery, Y. (2020), *Quartiers vivants*, Liège, D'une certaine gaîté.
- 19 Tarì, M. (2011), *Autonomie! Italie, les années 1970*, Paris, La Fabrique.

Entretien collectif (réalisé en mars 2021)

Antoine Guironnet : C'est en lisant vos ouvrages que nous avons souhaité vous convier à cette discussion. Pourriez-vous en dire un mot, pour rappeler quelle était votre démarche ?

Antonio Delfini : J'ai réalisé une thèse de sociologie sur les luttes urbaines à Fives, un quartier de Lille, des années soixante à aujourd'hui. Je continue à écrire un petit peu pour des revues académiques, tout en étant plutôt en dehors de l'université. Pendant que j'écrivais la thèse, on a monté, avec quelques camarades, un Atelier populaire d'urbanisme : une association qui défend le droit au logement et à la ville. L'idée c'était que ce travail nourrisse la lutte et inversement. Avec Rafaël, on s'est connus au sein de la rédaction de *La Brique*, un journal de critique sociale sur Lille et sa région. Dans ce cadre, on a maintenu une veille pendant une petite dizaine d'années sur les

transformations urbaines de l'agglomération. Il nous est apparu que le quartier d'affaires Euralille – qui a été construit au milieu des années quatre-vingt-dix autour de l'installation d'une gare TGV, d'immeubles de bureaux et d'un imposant centre commercial – était un symbole de ce que devenait toute l'agglomération. On a décidé de faire une sorte de portrait de notre territoire en partant de ce quartier, en montrant tout ce qu'il contenait en termes de matrice économique, de transformations urbaines, de relégation sociale.

Rafaël Snoriguzzi : En m'intéressant à Euralille, j'ai revisité un musée des horreurs que j'avais déjà parcouru à l'occasion de ma thèse sur les élites socialistes, mais je ne suis pas du tout un spécialiste des questions urbaines. Cet ouvrage n'est ni un livre académique ni un pur pamphlet sans assise documentaire. C'est le produit d'un écart pratique, ou identitaire, qu'il s'agissait de résoudre. D'un côté, je suis très sensible au fait qu'un des rares critères encore valides de l'honorabilité académique consiste à ne parler que de sujets qu'on maîtrise, ce qui n'était, pour le coup, pas exactement mon cas. De l'autre, j'ai aussi ce vieux principe de démocrate radical qui consiste à poser que c'est parce qu'on est n'importe qui qu'on a le droit d'aborder n'importe quel sujet.

Simon Le Rouley : Je suis chercheur en sociologie. J'ai participé au livre *Le désert urbain*, sous une signature collective, « Chroniques du désert ». L'idée de départ, portée avec des camarades, était de retrouver un peu l'esprit des revues de la période des années soixante - soixante-dix, qui avaient à la fois un pied dans la recherche et un autre dans l'intervention politique. On se disait que c'était dommage que ce type de revue n'existe plus aujourd'hui. Nous voulions remettre en place un espace de réflexion autour de la question de l'enquête, qui permette à la fois à des camarades qui ne sont pas chercheurs de pouvoir affirmer des positions depuis des enquêtes, au-delà de positions un peu métaphysiques ou pataphysiques ; et à des camarades chercheurs de pouvoir assumer une forme d'intervention politique beaucoup plus directe que ce que permettent les revues académiques. De ce projet est né un premier numéro sur l'urbain, publié sous un format d'ouvrage, parce que les revues c'est compliqué en termes de diffusion. C'était le premier ouvrage de Grévis, la maison d'édition qu'on créait. Il nous a permis de rentrer en contact avec des gens de différentes villes qui partageaient cette perspective et donc de permettre de créer une circulation de l'ouvrage.

Notre idée était aussi de ne pas se limiter à l'enquête sociologique ou géographique, mais également de laisser un espace à la littérature, à la poésie, considérant que ce sont des façons de décrire sensiblement les transformations urbaines, un matériau à part entière et un rapport différent à l'enquête. Et on a eu un certain nombre de réponses à l'appel à contributions. On s'est attachés à la question de la métropole, sans pour autant se centrer uniquement là-dessus. L'idée c'était effectivement de questionner depuis ces différentes villes les singularités des transformations urbaines en fonction des espaces, mais aussi les modèles sur des thématiques particulières. On trouvait intéressant de voir comment Nantes avait été un modèle sur un certain nombre de thématiques, comment Lille pouvait en être un sur une autre comme la *smart city*, et de se rendre compte que si ces villes connaissent des transformations urbaines singulières, elles augurent d'expérimentations qui permettent par la suite d'être appropriées par d'autres cas. Il y a des effets de singularité et d'absorption ou

d'adaptation. On trouvait ça pertinent de se confronter à ça et de sortir de notre petite ville de Caen.

Rémi Eliçabe : Je représente le Groupe de Recherche Action (GRAC), qui est un groupe de sociologie indépendant, monté il y a une quinzaine d'années, et qui finance ses enquêtes par des appels à projet de recherche, notamment sur la ville. On a fait une série d'enquêtes sur les alliances entre habitant·es ordinaires défendant un certain esprit de leur quartier et des militant·es issues de l'écologie radicale ou des mouvements sociaux. Ces enquêtes étaient centrées sur des hauts lieux des luttes urbaines et écologiques : par exemple Can Masdeu à Barcelone, les Pavillons sauvages à Toulouse, ou la Pointe-Saint-Charles à Montréal, un quartier populaire menacé par l'implantation d'un casino dans lequel des militant·es ont monté un Centre Social Autogéré qui a finalement été légalisé il y a quelques années sous le nom de Bâtiment 7.

Depuis quelques années, on a un peu changé notre focale : on s'intéresse plus à des situations plus troubles, plus ambiguës. Par exemple, sur le quartier de la Confluence à Lyon. Avec l'idée qu'au cœur même de la métropole, dans le ventre chaud de la bête, il pouvait se passer des trucs intéressants, on est allés voir comment les habitant·es s'appropriaient cet écoquartier, qui est une espèce d'énorme truc 2.0, hyper technologique, avec des grands noms d'architectes, un truc assez épouvantable. Le livre est issu d'une enquête réalisée dans ce même esprit, mais en allant à la rencontre d'espaces urbains plus ambigus : les Murs à pêches à Montreuil et le quartier Saint-Léonard à Liège, un quartier populaire qui n'a à première vue rien d'extraordinaire, mais où, quand on va voir de près, on se rend compte qu'il se passe un tas de choses. Cet ouvrage est une commande de copains activistes, issus du mouvement altermondialiste belge, qui nous ont proposé de transformer un rapport de recherche pour le ministère de l'Écologie en livre. Nous voulions actualiser une histoire politique singulière, celle du quartier Saint-Léonard, qui prenait sa source dans les clubs communistes espagnols et italiens au sortir de la deuxième guerre et qui s'est poursuivie de générations en générations, à travers la transmission d'outils d'auto-organisation. L'idée c'était de montrer comment des dynamiques très locales, très anciennes, pouvaient à la fois avoir une actualité brûlante, mais aussi parler à des gens situés très loin dans l'espace ; nous voulions aussi mettre l'accent sur le « substrat » indispensable aux luttes urbaines, ce sans quoi elles n'ont que peu de consistance.

Économie, esthétique et gouvernementalité : le tiercé métropolitain

Matthieu Adam : À propos du ventre chaud de la métropole, justement, comment est-ce que vous avez saisi le terme de métropole dans vos ouvrages ? Pourquoi mobiliser ce concept-là ?

R. E. : Le Comité Invisible a eu une forte influence sur nous, par proximité, on était dans les mêmes réseaux, notamment du fait de notre expérience politique dans le milieu du squat, et puis dans les milieux de l'autonomie politique, les mouvements étudiants des années deux mille, etc. Et il y avait une autre raison, c'est qu'on ne voulait pas parler de gentrification. « Métropole », ça nous permettait de ne pas dire « gentrification ». On avait envie d'une autre image de la pensée de la ville, parce qu'on reprochait beaucoup de choses au concept de gentrification. De fait,

« métropolisation » nous permettait en un mot de parler d'un phénomène qui était tout à la fois économique, sensible et gouvernemental. Ce sont les trois caractéristiques de la métropole, qui pour nous en font un concept pertinent.

L'économisation de la ville est une réflexion héritée de l'autonomie italienne : la ville est devenue, du fait du capitalisme des flux, un objet économique en soi ; toutes les fonctions non productives de la ville sont devenues productives, la ville elle-même est devenue une marchandise. Le sensible renvoie à la transformation de la ville dans son aspect esthétique : l'économisation des villes implique en effet une transformation des subjectivités, une sorte de mise en disponibilité affective à la métropolisation, à laquelle répond toute une série d'aménagements urbains, des formes, des ambiances. C'est un aspect très important pour comprendre ce qu'est la métropolisation. Enfin, la métropolisation pointe vers les nouvelles formes de gouvernementalités associées, d'incitation, de redirection des flux, de conduites de conduites. C'est tous les *nudges*, l'urbanisme préventif, toutes les incitations plus ou moins discrètes que l'on voit proliférer dans l'espace urbain, mais c'est aussi des formes plus dures comme la multiplication des portiques de sécurité, la présence de militaires en armes dans les rues ou les nouvelles doctrines de maintien de l'ordre.

Outre le concept de métropolisation, ce que l'on reprend à l'autonomie italienne, et plutôt à la branche féministe (Carla Lonzi et la librairie des femmes de Milan notamment), c'est la sortie de la dialectique hégélienne : un processus d'émancipation ne se construit pas avec les outils du maître. Un processus d'émancipation – urbain en l'occurrence – n'a pas besoin d'un ennemi bien circonscrit, bien établi, pour se définir, pour faire croître sa propre force. Ce n'est d'ailleurs pas l'attribut exclusif de l'autonomie italienne, ni des conceptualisations autour de la métropole. On retrouve ça dans le mouvement LGBT et même dans le mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle : l'ouvrier ne se définit pas par rapport au capitalisme, il crée sa propre subjectivité, ses propres outils, sa propre pensée, sans commune mesure avec celle de la bourgeoisie comme a pu l'expliquer Daniel Colson. Nous, ce que l'on fait, c'est que nous appliquons ce cadre de pensée à l'émancipation urbaine, c'est l'idée d'une émancipation qui prend la tangente et qui va à un endroit où on ne l'attend pas.

S. L. R. : Ce sont les mêmes héritages conceptuels qui nous ont conduits à utiliser le terme de métropole. On n'a pas circonscrit la nécessité de traiter de la métropole dans l'appel à contributions, la question de l'urbain englobant à notre sens la question métropolitaine et, comme c'était une prise de contact, on ne voulait pas être trop restrictifs. Par contre, dans l'appel, dans l'introduction et dans mon texte, on parle de métropole pour deux raisons.

Premièrement, comme évoqué par Rémi, l'héritage de l'autonomie italienne : la métropole comme catégorie de philosophie politique et sociologique, et non uniquement dans son usage administratif, exponentiel dans les discours politiques depuis quelques années. C'est-à-dire la métropole comme lieu de concentration des flux humains, par toute l'immigration du Sud de l'Italie vers les usines, et de concentration des flux marchands, à travers la spéculation et la plus-value créée sur le service, le loisir, le culturel, etc. Et bizarrement, alors que j'avais lu le Comité invisible, c'était plus chez *Tiqqun*¹² que j'avais trouvé des trucs qui me parlaient davantage. Ça, c'est pour la question théorique et conceptuelle.

Deuxièmement, il y avait aussi un enjeu stratégique pour nous. Le terme de métropole était utilisé à toutes les sauces dans le discours public et dans certains textes de camarades, souvent avec des définitions peu claires. Donc on se disait que ça permettait de préciser des choses et de définir justement, à l'inverse, un ennemi ou en tout cas des leviers d'action possibles. Si la Métropole est une nouvelle catégorie administrative créée de façon abstraite par les politiques urbaines, elle introduit de nouveaux leviers et une nouvelle territorialisation. Dans l'expérience des squats à Caen, et notamment des squats d'exilés, on s'est rendu compte qu'il était plus facile à un moment de squatter en dehors de la commune de Caen pour l'Assemblée contre toutes les expulsions : les autres communes membres de la Métropole de Caen avaient des rapports beaucoup plus naïfs et inexpérimentés au fait de voir débouler des squats sur leur territoire, elles n'étaient pas du tout préparées. Le rapport centre-périphérie a changé, les luttes se sont centralisées sur les extérieurs de la ville, dans ces communes limitrophes qui appartiennent à la Métropole administrative. Cela a reconfiguré les rapports de force et les rapports aux solidarités, car ce n'était plus les mêmes publics qui venaient en soutien aux luttes, ou en tout cas de nouveaux publics se montraient.

Il y avait donc ce double enjeu de ramener cette catégorie de philosophie politique et de définition administrative de la métropole. Et on partageait aussi cette fatigue à l'égard du concept de gentrification, qu'on avait partagé dans notre *background* marxiste, mais qui nous semblait créer des espèces de limites dans l'action. Dans les concurrences entre les différents groupes d'un petit milieu militant, il suffisait qu'un groupe soit à l'initiative de quelque chose dans un coin de la ville pour qu'il se retrouve à être dénoncé par les autres comme étant composé de « gentrifieur-ses », parce qu'il amenait de nouvelles habitudes, de nouveaux rapports, etc.

A. G. : Antonio et Rafaël, votre livre fait directement référence à « l'utopie métropolitaine » dans son sous-titre...

R. S. : Notre sous-titre, *Critique de l'utopie métropolitaine*, est peut-être trompeur, car on n'a pas cherché à produire un traité théorique qui permettrait de hisser le terme au niveau du concept. Sur le plan théorique, nous ne sommes pas issus du même bain que le Comité Invisible, *l'Appel*¹³ ou *Tiqqun*. Mais, dans nos plus jeunes années, on avait quand même été sensibles à la lecture de *La fête est finie*, qui participait de cette galaxie textuelle des années deux mille et qui nous paraissait avoir mis des mots, rétrospectivement assez précurseurs, pour qualifier la réalité de ce qu'était devenue la vie quotidienne à Lille dans la foulée de l'obtention du label de Capitale européenne de la culture. L'orientation théorique implicite de *Contre Euralille* est davantage imbibée d'un certain marxisme, pour nommer rapidement les choses, et de travaux de sociologie un peu plan-plan, mais qui permettent d'outiller ce qu'est un gouvernement local. Et, de ce point de vue, la typologie qui vient d'être évoquée autour des trois dimensions – économique, sensible et gouvernementale – qu'on peut coiffer avec le mot « métropole », on s'y retrouve entièrement.

Ce qui nous a intéressés aussi, c'est que le terme de métropole permet de nommer des ennemies. Par la simple opération qui consiste à retrouver ceux qui l'ont mobilisé, il permet d'égrener l'œuvre de Pierre Mauroy comme maire puis président de la Métropole, le rôle des « starchitectes » comme Rem Koolhaas, ce à quoi sert une société d'aménagement, qui sont les grands patrons du Nord, etc. On a voulu qualifier un moment particulier des articulations entre la ville et le capital et, plus

fondamentalement, une entreprise de gouvernement qui est la fusion du capital et de la politique. Cette entreprise est apparue à Lille sous un jour particulièrement *hardcore*, en des termes tout ce qu'il y a de plus concret et pratique : une opération conjointe du pouvoir socialiste des années quatre-vingt et des entrepreneuses locales qui ont vu, dans le projet de métropole, une manière de reconverter leur capital industriel. Si on devait réinscrire *a posteriori* le propos dans cette trame-là et par rapport à la typologie dont on parlait, disons qu'on a voulu aussi donner la part belle à cet aspect « gouvernement » au sens un peu plat du terme, comme hiérarchie dominante, mais à la portée malgré tout hyper centrale.

A. D. : Moins que dans des références théoriques, notre rencontre avec le terme « métropole », vient du fait qu'il dégueule du discours public à Lille. Il est partout, tout le temps : ils construisent une route, c'est un projet « métropolitain » ; ils réhabilitent une bibliothèque, c'est pour le « rayonnement » du quartier ; ils font un parc, ils appellent ça le « Central Parc ». Ça en devient vraiment ridicule. Il nous a d'abord fallu un petit moment pour comprendre ce qui se jouait derrière ce terme omniprésent de « métropole » et pour pouvoir le dépasser. Si on reprend nos premiers textes, on joue assez maladroitement avec ces mots-là, parce qu'on a encore du mal à bien désigner ce dont on veut parler. Aujourd'hui, pour nous, le terme de métropole est piègeur. C'est un mot du pouvoir, c'est le pouvoir qui nomme son projet politique de faire de la ville le moteur du néolibéralisme, c'est la manière dont le capitalisme dans sa forme néolibérale s'est saisi des villes depuis trois ou quatre décennies. Il faut donc se décaler un peu par rapport à ce terme-là. Pour décrire et analyser ce qui se passe dans la ville, je pense qu'il faut s'en détacher et pourquoi pas garder le terme classique d'agglomération qui, au moins dans le cas lillois, est beaucoup plus juste.

Ceci dit, ce terme traduit quand même deux changements forts. Le premier, c'est le changement d'échelle de l'accumulation du capital. Pour le dire vite, le capitalisme, qui s'organisait sur la base de l'État-nation, est en train de se faire dépasser par le haut, ce que traduit tout le discours sur la « mondialisation ». Mais il se fait aussi dépasser par le bas, il y a un transfert au niveau des agglomérations de toute une partie de l'économie : c'est autour des métropoles qu'une partie de l'accumulation opère, que se (re)constituent des réseaux de capitalistes locaux qui dessinent en partie les destins contrastés de nos villes. Le deuxième changement, comme cela a été dit par Rémi, c'est que la ville n'est plus seulement le contenant de l'activité économique, un réceptacle des usines et de la main-d'œuvre : elle devient ce qui doit être vendu, le produit en soi. On la transforme en marque, on positionne les métropoles en concurrence sur un marché, on joue des classements. C'est un enjeu fort du moment, qu'on a saisi assez vite à travers le marketing territorial : tous ces concepts publicitaires qui ont été utilisés pour vendre Lille et l'agglomération et qui se sont, ici, complètement cassés la gueule. Ce que montre notre livre – et d'autres¹⁴ – c'est que chez nous, la métropolisation ne marche pas, en tout cas pas du tout à la hauteur de ce qui est annoncé dans les discours !

Pour nous, le terme « métropole » a donc son utilité pour caractériser le projet politique qu'on a face à nous, qui est celui du néolibéralisme qui saisit les villes et qui étend son emprise spatialement et à toutes les sphères de la vie quotidienne. Il n'en a pas tellement au niveau de l'analyse de ce qui se passe effectivement en termes urbain et économique, où il brouille les pistes, voire nous empêche même de penser,

parce qu'on est tributaires de trente années de discours lénifiants sur les transformations de nos villes.

Des pouvoirs locaux aux interstices : ce qui agit(e) la métropole

M. A. : Alors justement, si le terme permet de nommer des ennemi-es, lesquels ?

R. E. : Pour nous, la question n'est pas tellement de nommer les ennemi-es. La métropole, c'est plutôt la toile de fond sur laquelle se développent des formes de ruptures ; et s'il faut nommer cette toile de fond pour signaler ce qui s'y passe, il faut aussi dire dans le même souffle qu'il y a assez peu de correspondances entre le phénomène métropolitain et ce qui est en rupture avec lui, ou lui échappe. L'idée qu'une fois l'ennemi bien décrit ou nommé, une bonne partie du chemin est déjà faite, c'est une manière de poser le problème, héritée du marxisme politique à laquelle on ne croit pas beaucoup. Notre perspective est plutôt pragmatiste, au sens de William James ou bien du mouvement ouvrier anarchiste du début du XX^e siècle auquel je faisais référence tout à l'heure, c'est plutôt d'aller renforcer ce qui est déjà ailleurs.

Le risque d'unifier un ennemi, c'est de le rendre plus fort que ce qu'il n'est réellement. Le problème – c'est un problème plus général de la pensée critique – c'est que s'il faut faire preuve de beaucoup de finesse pour bien décrire les phénomènes qui nous accablent, il faut en même temps résister à la généralisation, pour ne pas créer des « monstres tout-terrains », qui s'appliqueraient partout avec la même inéluctabilité, la même férocité et, ce faisant, les rendre plus accablants qu'ils ne le sont déjà. Notre stratégie dans ce cadre a toujours été d'aller regarder dans les failles, dans les interstices, d'aller voir tout ce qui divergeait par rapport à la métropolisation de nos vies. Il y a d'autres manières de faire, mais nous, c'est comme ça que l'on essaie de ne pas se laisser prendre dans ce face-à-face avec l'ennemi, dont on a l'impression qu'on sort toujours perdant, parce qu'on reste sur un terrain qu'il a défini à notre place et sur lequel il occupe une position excessivement dominante.

R. S. : Je ne sais pas dans quelle mesure on porte encore sur nos épaules la poussière du vieux marxisme politique, mais je ne pense pas qu'on se laisse enfermer dans un plan à deux avec le camp d'en face. Pour la simple raison qu'il n'existe pas, en tout cas pas à Lille. Notre idée ce n'était pas de se la jouer « classe contre classe », dans une configuration où ce rapport de force n'existe pas. C'est précisément à l'envers qu'on prend la question : comment se fait-il que la critique sociale ait complètement déserté toute une partie de la vie quotidienne, et notamment les aspects économiques ? À Lille, il n'existe pas de discours critique puissant qui remette un peu en cause l'hégémonie du patronat socialiste depuis quarante ans, y compris dans le champ politique local où il n'y a absolument rien, ni au niveau de la mairie, ni au niveau de la Métropole, ni au niveau militant. *Contre Euralille* part quand même aussi du constat qu'à force de vouloir tout démarxiser, on en a oublié de parler d'économie, alors que c'est quand même ce qui articule beaucoup la trajectoire des villes.

Autant je ne pense pas qu'il y ait vraiment de débat entre nous sur la nécessité de penser les interstices, de vouloir les conforter, les creuser, les élargir. Autant, il y a quand même ce point de se demander jusqu'où tout ceci nous mène. À titre personnel, je crois que la pensée de la contestation par les interstices peut vite aboutir à une double ornière. Le premier risque conduit parfois à héroïser ce qui se

joue dans ces interstices. Le terrain sur lequel a été bâti Euralille a été pendant des dizaines d'années le plus grand bidonville de Lille. On a eu cette discussion avec Antonio de savoir jusqu'où il fallait glorifier ces allées aux herbes folles et les gamines débraillées qui pouvaient y jouer. Est-ce qu'il n'y avait pas ce risque de poétiser, ou d'esthétiser, la misère la plus crasse ? À l'inverse, est-ce qu'il faut négliger tout ce qui fait la densité de la vie populaire ? *Contre Euralille* n'a pas vocation à trancher cette question dans l'absolu, et on ne l'a pas tranchée nous-mêmes. Mais il y a quand même ce premier risque de populisme, qui, au sens sociologique, revient à considérer que par essence le contestataire ou le populaire fait des choses tellement louables qu'il suffit à coaliser nos énergies. Le deuxième risque, ce sont les conditions d'accès à ces interstices. De ce point de vue-là, sans avoir de relation très immédiate à l'expérience squat, j'ai l'impression qu'il faut aussi faire le bilan de ce que cette expérience coûte aux squatteuses (en termes de précarité quotidienne, de risques juridiques, etc.) et de ce que ça représente sur le long terme. Je prends l'exemple du squat à dessein, parce que dans le dernier chapitre on esquisse trois leviers de contestation et de transformation, que sont le squat, le recours au droit et les syndicats de quartiers. C'est comme ça qu'on pensait pouvoir dépasser le débat entre l'action et la prise de pouvoir en considérant qu'au niveau local, on peut mettre à l'index le pouvoir économique (structurel) et disposer d'instruments pour avancer (au concret).

R. E. : Un exemple d'interstice, à la Confluence à Lyon, c'était deux femmes qui s'occupaient de la MJC. Il n'y avait pas un seul jardin partagé dans tout l'écoquartier, elles en cultivaient un minuscule, mais hyper intéressant. Elles appartenaient aux classes moyennes éduquées, et c'était les seules, de notre point de vue, à avoir réfléchi un peu sérieusement à comment avoir un rapport avec le vivant non-humain dans ce quartier-là. Donc quand je parle d'interstices, je ne pense pas nécessairement aux squats, mais à toutes sortes de choses très différentes. Les interstices ne sont bien souvent pas là où on pense qu'ils sont : ce peut être très ordinairement un groupe de gens qui se met à faire des choses inattendues et qui deviennent subversives en cours de route, y compris des fois même par hasard.

S. L. R. : Quand je parlais de désigner des ennemies, c'est que le terme de métropole permet, en fonction des situations locales, et l'expérience caennaise du mouvement de soutien aux exilées par l'ouverture de squats en témoigne, de localiser de nouveaux acteurs sur lesquels on pouvait jouer. L'ennemi, ce n'était pas juste cette abstraction que sont les conseils de la Métropole, face auxquels on n'arrivait pas trop à savoir comment agir, ce n'était pas non plus le maire de Caen. Il y avait d'autres endroits dans lesquels ça jouait différemment, et où les leviers institutionnels, dans le cadre du rapport de force, n'étaient pas les mêmes. Du point de vue très pragmatique de la lutte, il y avait cet aspect-là, en tout cas c'est ce que j'ai remarqué en tant qu'observateur sympathisant. Quand des camarades ouvraient des squats ailleurs que sur la commune de Caen, ils et elles étaient toujours surprises par leur facilité à négocier : face à des flics qui n'étaient pas préparés à voir des ouvertures arriver et face à des mairies qui ne savaient pas quoi faire. D'où une redéfinition de la tactique que je trouvais intéressante.

Par ailleurs, dans nos vies militantes, on a eu des ruptures, des prises de tête, comme dans beaucoup de milieux, sur les périodes de reflux des mouvements sociaux. Dans ce contexte, on s'est rendu compte que des associations réformistes qu'on méprisait

un peu, car trop « soc-dem », trop « babos », qui n'avaient pas les mêmes rapports à l'action et à la conflictualité que nous, avaient de meilleures infrastructures de soutien, situées en dehors de la centralité caennaise. Par exemple, sur le mouvement des Gilets jaunes, un de ces lieux associatifs a permis d'accueillir des assemblées générales de 300 personnes, une autre association a permis de faire des cantines systématiques. Bref, ils et elles avaient développé toute l'infrastructure matérielle que les milieux autonomes caennais n'avaient jamais réussi à mettre en place. On a trouvé que cette représentation de la ville était intéressante, et permettait, en se retrouvant dans des municipalités qui appartiennent à la Métropole, mais où les rapports de force ne sont pas les mêmes, de pouvoir dégager de nouvelles possibilités. Des possibilités permettant d'intervenir par ailleurs dans la centralité du conflit. On y retrouvait un certain écho à la conceptualisation philosophique qu'on avait de la métropole : un lieu de concentration, de gouvernementalité, mais aussi un lieu d'émergence des contradictions.

M. A. : Il y a donc une superposition de la métropole comme concept d'analyse de la gouvernementalité et de ce qui se passe concrètement quand le pouvoir s'en saisit au plan institutionnel ?

S. L. R. : J'ai l'impression qu'on y met beaucoup plus d'épaisseur que les acteurs politiques. Le fait qu'ils le déclinent à toutes les sauces montre bien que c'est juste un effet de langage pour eux. Antonio donnait l'exemple de Central Parc. Caen La Mer, qui est le nom de la Métropole, est aussi partout et on ne comprenait pas ce que ça voulait dire, car ça n'a aucune réalité concrète pour les habitant·es. Les acteur·ices du mouvement social local y mettaient une épaisseur pratique beaucoup plus cohérente avec la conception philosophique qu'on en avait. Le constat est le même à Marseille, où la Métropole s'appelle Aix-Marseille. Ce n'est pas Marseille-Aix, donc en plus dans les jeux de hiérarchie, c'est assez incroyable de voir comment c'est pensé. Et ça n'a aucun sens : aucune Marseillais·e ne se dit qu'il ou elle habite à Aix ou à Aix-Marseille. C'est juste une catégorie administrative complètement abstraite – qui a des effets bien concrets – qui produit un truc complètement délirant qu'on n'arrive pas à saisir. C'est pour ça que les sciences sociales peinent à saisir ce truc-là. Et c'est pour ça qu'une approche plus philosophique nous paraissait plus facile. En somme, c'est un concept pour nous, pas autre chose.

A. D. : La désignation des acteur·ices qui portent le projet politique métropolitain nous semble quand même quelque chose de très important. D'abord, parce qu'il y a une méconnaissance, y compris du point de vue des réseaux militants, de qui fait quoi, qui prend les décisions. Il y a vraiment un manque sur la question : à Lille, il y avait peu de textes et pas de discussions entre militant·es sur ces sujets. Aujourd'hui encore, on peine à imposer ces thématiques sur le devant de la scène, contrairement à d'autres villes. J'avais été frappé en participant à une manifestation à Marseille au moment de la rénovation de la place Jean Jaurès à la Plaine. Elle rassemblait plus de 6 000 personnes avec des slogans et pancartes qui interpellaient directement l'aménageur, la Soleam [*Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire métropolitaine*]. La manif a même fini devant leurs locaux, et quelques vitres ont fait les frais de la colère collective. C'était la première fois que je voyais une manifestation aussi imposante et déterminée contre une société d'aménagement. Chez nous, pour faire connaître la SPL Euralille comme la société d'aménagement du quartier d'affaires et la Fabrique des Quartiers comme l'outil de gentrification des quartiers populaires, on a encore un peu de boulot, le rapport de force n'est pas le

même. Il nous semble donc important de mettre des mots sur des pratiques et de désigner des adversaires.

Il y a aussi qu'on ne lutte pas contre la métropole à Lille comme on lutte contre la métropole à Paris, Lyon ou Marseille. Il y a des histoires locales du capital et de ses restructurations et des histoires locales politiques qui sont très spécifiques à chaque fois. À Lille, il faut comprendre la manière dont le Parti socialiste a retourné sa veste entre les années soixante et les années deux mille. Il faut savoir qu'une grande partie des capitaux textiles, le secteur économique dominant à Lille, se sont reconvertis dans l'immobilier. Si on ne connaît pas cette histoire, on ne peut pas comprendre l'omniprésence d'un promoteur comme Nacarat, ou d'un bailleur social comme Vilogia : tu as affaire au petit-fils de l'entrepreneur textile du milieu du XX^e siècle engagé dans la reconversion des capitaux familiaux vers des nouveaux secteurs. Le symbole de cette reconversion, c'est la famille Mulliez qui l'incarne le mieux. Elle est partie du textile et détient aujourd'hui un empire commercial (Auchan, Flunch, Décathlon) et des mannes foncières considérables. Savoir ça, ça vient nourrir la critique et les luttes locales. D'un côté, ça porte une capacité d'indignation à toute personne, même non politisée quand on dit : « ce sont les petits-fils de ceux qui faisaient travailler tes parents ». De l'autre, ça permet de désigner aussi les jeux d'acteurs qui font la ville aujourd'hui. Au niveau local, tous les patrons ne tirent pas dans le même sens : il faut connaître ces lignes de fracture pour pouvoir les utiliser.

R. E. : Merci Antonio pour ta précision sur ce que vous avez fait à Lille. Je voulais justement pointer la montée en généralité comme un risque. Singulariser ce qui, à cet endroit-là, construit la métropolisation, je trouve que c'est très pertinent.

S. L. R. : Pour relativiser ce que je disais quand je parlais de la façon dont ces questions-là traversaient le mouvement social à Caen : en fait elles ne traversent que moi, au sens où il n'y a jamais eu aucune velléité de la part de camarades de prendre cette question à bras le corps, en s'intéressant, comme le fait Antonio, aux acteurs centraux. J'ai l'impression que quelque part, les transformations urbaines sont vues comme un truc tellement longitudinal dans l'histoire, que c'est déjà plus ou moins acté ; et qu'il y a tellement d'urgences dans le présent qu'on ne s'intéresse pas à ces dynamiques-là et au fait que, forcément, elles continuent et vont nous arriver dans la gueule. Alors qu'on pourrait les anticiper.

Caen a la particularité d'avoir été détruite en grande partie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il y a quelques familles qui ont fait de l'argent sur la reconstruction via la spéculation et l'éloignement des classes populaires. Ces familles possèdent encore un grand patrimoine qu'elles se partagent avec d'autres, comme celle de Claude Jean du Groupe Jean, dont le gendre est aujourd'hui le directeur de Sedelka Europrom, un gros groupe de promotion-construction immobilière, qui remporte tous les appels à projet depuis que Caen est devenue une Communauté d'Agglomération, puis une Métropole. Malgré les changements de mandature, que ce soit PS, ou UMP/LR, etc., c'est toujours Sedelka Europrom qui participe à la patrimonialisation et à la rénovation des friches industrielles. Donc depuis la Seconde Guerre mondiale, on a quelques familles qui s'enrichissent et spéculent. Ce qui est intéressant, c'est que les méthodes ont changé, c'est aussi pour ça que la catégorie de métropole me semblait intéressante, avec la pratique actuelle de l'appel à projets. Ce sont effectivement les mêmes capitalistes, c'est la même dynastie, mais la façon dont

ils fonctionnent et le type de société qu'ils utilisent ne sont plus les mêmes. Ce sont désormais des sociétés avec de faibles capitaux, mais avec énormément de filiales de différents types.

D'une certaine manière, c'est plus compliqué qu'avant de repérer et désigner les acteurs. Mais quand tu creuses un peu, en regardant juste sur Verif.com, tu retrouves toutes les participations croisées au sein de ces boîtes, et tu peux constater, au sein de filiales, la présence de personnalités qui font partie des conseils municipaux de différentes villes. Tu te rends compte des conflits d'intérêt assez rapidement quand tu fouilles un peu ! C'était mon grand drame à Caen d'avoir fait ce travail-là, et jamais ces questions-là n'étaient prises à cœur, alors qu'elles permettraient d'imaginer des moyens d'action beaucoup plus directs. Pendant le mouvement des Gilets jaunes, les boîtes de construction se sont un peu fait dézinguer, c'était un camion Eiffage, etc. Parce qu'en fait c'était beaucoup plus parlant dans l'imaginaire des gens qui bossaient dans les chantiers, de voir qui étaient les salauds, que dans les subjectivités métropolitaines des « blooms » du centre-ville de Caen [en référence à l'ouvrage de Tiqqun¹⁵].

A. D. : Identifier les acteurs des dynamiques métropolitaines, c'est aussi identifier comment ils interviennent sur différents espaces. *Contre Euralille* est centré sur la construction du quartier d'affaires, dans l'hypercentre. Mais à Lille, il y a aussi la gentrification des faubourgs, qui n'est pas seulement portée par les ménages qui viennent s'y installer, mais aussi par les promoteurs et les pouvoirs publics. Il y a aussi la destruction des banlieues, avec les versions successives du Programme national de rénovation urbaine (PNRU) et son Agence, l'ANRU : c'est quand même ce qui a le plus impacté la ville depuis quinze ans maintenant ! Il faut aussi inclure le retour des bidonvilles : l'habitat informel réapparaît de manière très forte, en tout cas à Lille, alors qu'il avait nettement diminué depuis les années soixante - soixante-dix, et avait quasiment disparu dans les années quatre-vingt-dix. Tout cela relève aussi de la dynamique qu'on met derrière le terme de métropolisation. Toutes ces dynamiques-là s'éclatent sur le territoire, et je pense qu'il faut essayer de construire des luttes spécifiques. On ne lutte pas de la même manière contre un quartier d'affaires que contre la gentrification, dans les bidonvilles que dans les banlieues. C'est encore un gros travail, mais il faut des techniques et des outils pour intervenir sur ces différents espaces et il faut retrouver un travail militant. Avec les Ateliers populaires d'urbanisme (APU), on a tenté de mettre quelque chose en place depuis une petite dizaine d'années à Lille dans les quartiers populaires anciens et périphériques. Aujourd'hui, on a besoin d'échanger sur ces sujets, savoir comment ça fonctionne dans d'autres villes. J'ai l'impression d'arriver au bout d'un cycle et besoin de voir d'autres formes, dans d'autres espaces et d'autres méthodes.

À l'endroit ou à l'envers de la métropole ?

A. G. : Cela rejoint une question plus générale sur les stratégies de lutte. On peut identifier deux alternatives dans le champ militant aujourd'hui : d'un côté, des positions consistant à dire qu'il faut lutter pied à pied contre la métropole, depuis ses espaces ; de l'autre, l'idée qu'il faudrait lutter depuis l'extérieur des métropoles, symbolisée par exemple par la tribune sur le Grand Paris comme écocide, qui regroupait une variété de signataires parmi des

militant-es, chercheur-ses, et responsables politiques¹⁶. À vous lire, vous êtes plutôt partisans de la première ligne...

S. L. R. : C'est compliqué d'avoir un avis là-dessus. On ne peut pas y répondre sans prendre en charge le désir des personnes. Dans la bande de potes avec qui on a lancé *Désert urbain*, quasiment tout le monde est parti à la campagne. À un moment de leur vie, ils n'en pouvaient plus, ils ont saturé. Idem dans le mouvement squat à Caen. C'est aussi l'effet ZAD qui joue énormément, c'est une expérience très importante pour toute une génération. S'il y a un autre levier sur lequel appuyer, c'est sur l'articulation entre cette idée d'infrastructure matérielle, de lieux de repli, etc., et, en même temps, l'intervention nécessaire là où se situe le cœur du pouvoir et le cœur des processus qui influencent aussi le rural. La métropole a absorbé le rural, les frontières sont de plus en plus poreuses. Quand on parle des petites métropoles, mais c'est pareil pour une ville comme Lille ou comme Lyon, tu changes vraiment de paysage du centre vers la périphérie, et tu rejoins quasiment le monde rural touristique, en tout cas pour ce qui est des villes côtières comme Caen. C'est difficile à dissocier.

Sauf que s'installer à la campagne, comme mes potes le découvrent, ça prend du temps. Leur rêve, c'était justement de construire cette infrastructure matérielle permettant d'alimenter les luttes urbaines, mais ils n'ont pas le temps, c'est du boulot les champs ! Ce qui est compliqué, mais pour autant essentiel, c'est l'articulation et les circulations qui se mettent en place entre ces deux hypothèses. Elles peuvent effectivement être présentées comme antagonistes, mais il faut être con pour penser que c'est une possibilité et imaginer abandonner les villes ! Des gens désirent vivre en ville, d'autres à la campagne ; la question, c'est comment arriver à agir sur les deux plans. La barbarie n'est pas qu'en métropole, le socialisme n'est pas que dans les champs.

R. E. : Je suis assez d'accord avec Simon. On s'est installés à Vaulx-en-Velin, dans la périphérie de Lyon, il y a une dizaine d'années, parce qu'on trouvait qu'on y respirait mieux. Déjà, c'est une ville populaire, et puis en termes de loyer, d'achat de maison ou de lieu collectif, de terres – on a récupéré 1,5 hectare où on fait du maraîchage –, c'était moins cher que Lyon, où on cherchait à acheter un local sans y arriver, il y a dix ans déjà. Notre point d'ancrage est celui-là.

C'est un peu une mauvaise question entre guillemets, au-delà de ce qu'elle permet d'amorcer comme débat, au sens où le marketing territorial et la métropolisation sont partout aujourd'hui. Le Massif Central où les grands parcs nationaux font leur pub aujourd'hui sur le modèle de *I love NYC*, c'est le marketing territorial urbain à la campagne. Si on regarde la forêt limousine, ses plantations de Douglas à perte de vue, avec un œil d'écologue, on voit une industrie. Idem dans le Sud-Ouest, dans des territoires comme le Gers où les céréaliers ont littéralement colonisé l'espace. Il y a quelque chose de métropolitain dans cette campagne-là, qui dévitalise les milieux ruraux, d'où une certaine continuité avec la ville. La métropolisation est partout, certes à divers degrés, mais tout de même.

L'autre point important, c'est le désir des gouvernements, depuis le XX^e siècle, d'arriver à gouverner la ville. Quand ils font la *smart city*, le rêve, c'est d'avoir une salle de contrôle depuis laquelle ils pourraient gouverner l'ensemble des flux urbains et enfin avoir prise sur cet élément profondément instable et débordant qu'est la ville. Historiquement, la ville est le lieu des émeutes et du mouvement ouvrier. C'est

par essence un espace extrêmement difficile à gouverner, aussi parce que la ville est un milieu – *a contrario* de l'idée d'une métropolisation omniprésente – qui n'est pas si artificiel ou artificialisé qu'on le dit, parce qu'il y a une concentration d'êtres vivants, en l'occurrence les humains (et leurs commensaux !). Un bon exemple, c'est le mouvement étudiant à Montréal : alors que tout le monde pensait que c'était vraiment une ville où le néolibéralisme avait gagné, que rien ne pouvait s'y passer, il y a eu ce mouvement étudiant qui a complètement débordé pendant un an quasiment, c'était absolument magique : la ville, c'est aussi là où ressurgit l'histoire. Tout ça pour dire qu'il faut faire attention quand on rejoue cette opposition entre ville et campagne. Cela dit, il continue à y avoir une telle spéculation dans les métropoles, dans des espaces populaires comme La Guillotière à Lyon, ou à Vaulx-en-Velin, que la question va se poser de la place qu'on pourra y avoir.

R. S. : La question de savoir s'il faut désertor ou habiter la métropole est réservée à ceux qui ont le luxe de pouvoir se la poser. Dans les faits, je ne sais pas s'il y a tant de gens que ça qui se posent cette question en ces termes. En revanche, elle permet de mettre le doigt sur un implicite qui est que les gens auraient des stratégies, alors que l'une des propriétés les plus éminentes du mouvement social aujourd'hui est que la question stratégique a assez largement fondu. Et quand on regarde les endroits où il y a effectivement des stratégies, l'opposition tombe d'elle-même. Par exemple, ce qui se passe entre Nantes et la ZAD, les articulations autour du maraîchage ou de la logistique, ce sont des choses plutôt ambivalentes. Et ce qui est frappant, c'est que parmi nos connaissances qui ont engagé ce type de démarche essayant de tenir ensemble la désertion et le militantisme, personne n'a réussi à s'émanciper ni de l'argent ni du temps, qu'il soit salarié ou non. Ces mythes-là ne tiennent pas une seconde, y compris pour celles et ceux qui les vivent. La question est de penser à quoi servent les articulations entre ces deux espaces et comment les construire.

A. D. : Cette question est à la fois politique et sensible. Elle dépend des trajectoires de vie individuelles. Je crois qu'on agit vraiment là où l'on vit, d'autant plus sur des luttes territoriales. Cela renvoie pour moi à la question des classes sociales et des nécessaires alliances de classes. À mon sens, tu peux réussir à faire sauter une partie des barrières de classes par un ancrage territorial fort, un attachement sensible à un territoire, quelque chose que tu partages avec des gens indépendamment de leur classe sociale, parce que tu es née ou que tu as grandi là. Même si tu n'as pas la même vie, le quartier, tu le partages au quotidien avec des gens, tu te retrouves sur un tas de choses. Il y a des automatismes, des traditions locales, des références communes, une culture locale quoi. Après, les sensibilités personnelles jouent aussi. L'agglomération lilloise est un espace où il n'est pas facile de lutter, ça tient notamment à une très forte pauvreté qui maintient les gens dans un état de survie. Donc partir pour faire des choses en dehors, dans des endroits où l'espace des possibles est beaucoup plus grand, ça peut être attirant. Ça permet d'une certaine manière de repartir à l'offensive. Mais c'est aussi quitter des endroits où le travail militant est nécessaire. C'est là que sont les personnes les plus déchiquetées par la logique du capitalisme, et donc, à choisir, je dirais que c'est là qu'on doit être. Même si, effectivement, on ne va pas très loin dans la lutte, on est bloqués par plein de choses. Mais en termes de priorités stratégiques, je dirais que c'est plutôt là qu'il faut être.

Après, moi, j'adhère de toute façon à la lecture de Lefebvre dans *La révolution urbaine*, sur le fait que l'urbain dépasse largement la ville, qu'il traduit une appropriation par le capitalisme de tout le territoire. Dans cette optique, il y a de quoi lutter contre la métropole à la campagne ! Mais attention à ne pas lui donner la priorité par rapport à d'autres espaces.

A. G. : Le constat que la métropolisation rend l'opposition ville/campagne caduque renvoie aussi à la question des espaces périurbains. Pour le Comité invisible, la métropole est une « nappe urbaine unique, sans forme et sans ordre, une zone désolée, indéfinie et illimitée, un continuum mondial d'hypercentres muséifiés et de parcs naturels, de grands ensembles et d'immenses exploitations agricoles, de zones industrielles et de lotissements, de gîtes ruraux et de bars branchés »¹⁷. Et d'une certaine manière, le mouvement des Gilets jaunes a remis à l'ordre du jour ces espaces, avec les ronds-points pour symbole. Dans vos ouvrages, il est plutôt question d'espaces hypercentraux, comme Euralille, et péricentraux, comme Montreuil ou les communes voisines de Caen. Que faire des espaces périurbains dans les luttes métropolitaines ?

R. E. : Les zones périurbaines que nous avons étudiées, qui sont en fait des anciennes zones industrielles, des friches, relèvent aujourd'hui pour nous d'une « métropolisation par le bas ». Les urbanistes appellent ça « l'urbanisme temporaire ». Comme l'a bien dit Antonio, la métropolisation reste un processus qui est décidé par une alliance entre des gouvernements et capitalistes locaux, mais elle se fait aussi en partenariat avec des grands groupes comme Eiffage ou Nexity. En tout cas, la métropolisation, telle qu'on l'a abordée jusqu'à maintenant, est un phénomène qui fonctionne par le haut, selon des modes de planification et de gouvernabilité assez classiques. Cette « métropolisation par le bas » dont on parle dans les zones périurbaines en friche vise évidemment la rentabilisation foncière, c'est pour ça que c'est temporaire : en attendant de pouvoir valoriser le foncier, on va installer un groupe de théâtre, des *food trucks*, etc. Ce phénomène est assez effrayant, mais plein d'ambiguïté aussi : parmi ces acteurs-là, il y a des gens qui font des trucs intéressants, qui ne doivent pas selon nous être trop vite associés à des gentrifieur·ses, parce qu'ils sont dans des modes de vie super précaires, à la fois sur le plan économique et sur celui de leur installation. Ce qui est compliqué, c'est qu'ils et elles contribuent bien souvent à cette nouvelle manière de valoriser l'espace, au capitalisme qu'il y a derrière, à son image aussi, mais pas toujours non plus. Est-ce que c'est si nouveau que ça ? J'en ai l'impression, en tout cas on le voit partout maintenant. Ceci dit, la périurbanité dont je parle reste là où la pression foncière et la pression métropolitaine sont les moins fortes. Donc, forcément, il y a plus de failles, plus de possibilités. Donc cette périurbanité est très ambiguë, elle est à la fois vectrice d'une nouvelle mue de la métropolisation et l'espace où le champ des possibles reste encore très ouvert.

S. L. R. : Ce périurbain qu'évoque Rémi, c'est ce qu'on pourrait imaginer autour des friches, donc dans des quartiers désindustrialisés. À Caen, l'ancien habitat de ces quartiers ouvriers est maintenant plutôt recherché, par exemple par les enseignant·es qui peinent à y acheter, parce que les prix augmentent très vite et que les maisons individuelles sont difficiles à trouver. C'est aussi un lieu où peuvent s'expérimenter des choses, où les politiques de patrimonialisation et de gentrification télécommandées par les politiques urbaines échouent, car les gens qui sont habitués à aller dans les centres n'ont pas forcément envie d'y aller et que c'est galère d'y accéder. Ces politiques qui visent à créer des espèces de friches toutes faites ne

fonctionnent pas. À l'inverse, quand ce sont des collectifs déjà inscrits dans un tissu associatif qui s'y retrouvent, non pas parachutés, mais repoussés quelque part pour des raisons de moyens, ils amènent aussi leur public avec eux. Il y a alors une forme d'inscription dans l'histoire des lieux, dans l'histoire des collectifs, qui fait que les publics suivent d'une autre manière.

Je trouve la catégorie « périurbain » assez compliquée à définir, ça doit être mon côté lefebvrien qui préfère les rapports dialectiques centre/périphérie. D'autant que le périurbain acquiert des formes de centralité à des moments ou sur des points de vue situés. Les Gilets jaunes en sont une démonstration : même si à la fin ils et elles sont revenus vers les centres, il y a d'abord eu ce truc de la centralité localisée où ils et elles étaient, c'est-à-dire ce qu'on qualifie généralement de « périurbain ». Ce terme témoigne à mon avis bien de la hiérarchisation qu'opèrent les sciences sociales. Si on parle d'urbain et de périurbain et que ce qu'on appelle « urbain » c'est le centre-ville, je ne vois pas en quoi le périurbain n'est pas aussi l'urbain en fait. Et il y a aussi un tropisme de classe qui se joue dans cette définition des espaces. Il faut qu'on soit prudent avec ces catégories-là.

A. D. : Dans son enquête sur les centralités populaires à Roubaix¹⁸, le collectif Rosa Bonheur montre que les quartiers dits « relégués » sont en fait centraux pour celles et ceux qui y vivent et y habitent. Toute une économie matérielle et morale vient produire ces quartiers. D'où une certaine esthétique opposée à celle de la métropole, qui se débat dans des conditions difficiles, notamment à travers tout le travail non salarié, informel. Une production différente et contradictoire par rapport à la production dominante de l'espace, en somme. Au-delà d'une analyse sociologique importante, ce boulot est un vrai outil de lutte pour celles et ceux qui veulent bosser sur la gentrification. Il propose d'une certaine manière d'inverser le regard : arrêtons de rapporter nos pratiques militantes à la gentrification, mais plutôt à la centralité populaire. C'est par rapport à ça qu'il faut être attentif à ce que produisent nos luttes, c'est ça qu'il faut analyser, et c'est un vrai défi parce que ça ne se joue pas dans des grandes opérations d'urbanisme et, pour autant, c'est une vraie production de l'espace et une vraie esthétique populaire.

Pour revenir au périurbain, ce n'est pas un sujet sur lequel on a beaucoup réfléchi, mais il est apparu assez fortement pour tout le monde avec les Gilets jaunes. C'était des gens qui récupéraient les endroits où ils et elles vivaient, ces espaces qui sont généralement assez nouveaux, où il n'y a pas l'épaisseur de l'histoire. Et c'est peut-être aussi pour ça qu'on a un peu de mal. C'est peut-être plus facile d'arriver dans des territoires qui ont déjà une histoire, même si c'est une histoire dure de désindustrialisation, d'autant que, à Lille, les usines en friche et les courées de l'habitat ouvrier sont en plein cœur de ville. Le périurbain, les zones résidentielles avec garages et jardins, c'est redoutable dans le sens où c'est une conception de l'unité d'habitation à l'image même du système qui l'a créée, de l'atomisation. Cette atomisation, les Gilets jaunes l'ont fait exploser, ce qui montre qu'il y a des trucs à retravailler à ce sujet.

On n'y a pas assez réfléchi, notamment parce que l'agglomération lilloise a la particularité de ne pas avoir un centre et une périphérie : il y a Lille, Roubaix, Tourcoing, trois centres donc, plus Villeneuve-d'Ascq. Le milieu géographique de l'agglomération c'est le périurbain en fait. On appelle ça le « triangle BMW », pour

Bondues, Marcq-en-Barœul, Wasquehal. Au milieu des années deux mille dix, c'est là où se trouvait la plus grosse concentration de personnes payant feu l'ISF. Ces espaces périurbains sont ceux de la très grande bourgeoisie. Mais il existe aussi des espaces comme Armentières, qui ressemblent plus aux zones résidentielles habituellement qualifiées de « périurbaines ». Le périurbain lillois, c'est un peu bordélique, ce qui n'aide pas à se positionner là-dessus.

R. S. : Ça présente l'avantage de nous prémunir de la tentation de voir dans « le » périurbain le nouveau sujet révolutionnaire, puisque chez nous il ressemble pas mal au vieux sujet réactionnaire. Dans l'ouvrage, on reprend l'idée qu'on ne peut plus penser la question de la classe indépendamment de ses formes de territorialisation. Ce n'est pas nouveau du point de vue de la critique marxiste de l'urbain, mais la question se pose avec d'autant plus d'acuité que la classe ouvrière se trouve souvent dépourvue de ce qui est censé la définir, à savoir le travail. Les rapports à l'espace deviennent déterminants pour penser les attaches de classe, et donc les attaches collectives. Par une toute autre lorgnette, l'histoire des Gilets jaunes souligne d'ailleurs que la question des transports est sans doute un aspect sur lequel la critique sociale est passée trop vite dans la manière de penser ce qui fait la matérialité du rapport au travail, et donc la matérialité du rapport à la classe.

Starchitectes contre esprit de quartier

M. A. : Par rapport à cette question de la matérialité des rapports de classe, vos ouvrages traitent différemment un thème commun, celui de la dimension sensible de la métropole, à la fois en termes de style de vie et d'esthétique. Il y aurait une esthétique métropolitaine, qui se manifesterait par une standardisation assez forte des formes urbaines. Quelle place joue cette dimension sensible, esthétique, dans votre analyse de la métropole ?

R. S. : Le rapport esthétique est important sur un plan tactique, ou plus simplement éditorial : comment parler à des gens d'un sujet chiant ? En entrant par le rapport le plus immédiat à ce dont on parle. Le quartier d'Euralille est juste ignoble, et il n'y a pas besoin d'être diplômé·e en critique sociale pour s'en rendre compte. L'idée c'était aussi de voir ce qu'il y a de politique dans l'esthétique, ce qu'il y a de l'autre côté du décorum, pour comprendre ce que cela nous dit des gens qui ont décidé pour nous. C'est important de s'intéresser aux questions d'économie et d'infrastructures, mais on avait aussi envie de prendre au sérieux cette dimension superstructurelle qu'est l'esthétique du lieu. Je n'avais jamais réfléchi ni dit quoi que ce soit sur l'architecture, sans doute par incorporation latente du fait que l'architecture relève d'un champ professionnel autonome, accaparé par des expert·es se réservant le droit de hisser le débat par-dessus les considérations ordinaires du type « c'est beau, c'est moche ». Donc à la fois on a voulu rétablir le droit à interpréter la ville par le « c'est beau, c'est moche » – en l'espèce, « c'est très moche » –, mais on a aussi essayé de faire dire à cette esthétique ce qu'elle voulait vraiment dire. On s'est plongé dans le jargon des architectes, et son espèce de décalage monstrueux, qui apparaît à tout profane, entre la langue très esthétisée – truffée d'un langage très précieux, élégant, permettant de qualifier la matière de l'architecture – et son produit réel – c'est-à-dire des espèces de barres noires et grises, et des espaces publics absolument impraticables à l'échelle piétonne ou cycliste.

On s'est donc aussi intéressés aux starchitectes, à ce qu'on attendait d'eux et d'elles, à la classe sociale qu'ils et elles représentent. C'est comme ça qu'on a cherché à tenir

ensemble les aspects esthétiques et politiques. Que nous dit Rem Koolhaas, l'architecte en chef du projet Euralille ? Et qu'est-ce que ça dit de toute cette histoire ? Primo, il y a une disjonction radicale entre ses écrits de théoricien, où il s'est avéré être un redoutable critique de la « métropolisation », et ses réalisations d'architecte, qui reviennent à mettre en œuvre précisément tout ce qu'il décrit sous des formes semi-pamphlétaires. Deuzio, son projet, c'est l'illustration architecturale du projet métropolitain, c'est-à-dire la course à la puissance et l'exaltation des flux. Il a quand même dit que, après la mise en forme des flux, « la ville ne serait plus qu'un prétexte ». Il a au moins ce mérite de faire ce dont les hommes politiques ne sont pas capables : mettre en verbe la quintessence même de tout ce qu'il y a de cauchemardesque dans le projet métropolitain. Enfin, il nous intéresse pour une troisième raison, c'est que Koolhaas est une égérie d'une partie de la gauche : on le retrouve dans des revues comme *Mouvements*, dans des livres à La Fabrique, ou chez un journaliste de *Médiapart*, sous la forme d'un éloge de ce qui se fait de plus subversif à Bruxelles ou à Paris¹⁹. C'est quelque chose qu'on a eu du mal à digérer, et qui nous semble illustrer la limite des capacités de la gauche radicale à s'emparer des questions d'architecture.

A. D. : À Euralille, chaque architecte s'est construit son bâtiment et en a fait sa petite sculpture à sa gloire personnelle, dans une démarche d'extériorité complète à la ville qui l'accueillait. Cette démarche témoigne d'un aspect esthétique de la métropole. En matière de formes urbaines, la métropole produit une table rase accompagnée d'un discours normatif sur ce qu'est une ville aujourd'hui. Rem Koolhaas est fantastique, parce qu'il conceptualise sous forme de concepts complètement creux, comme son fameux « *fuck the context* ». De ce point de vue, l'esthétique métropolitaine nous apparaissait d'une violence rare envers la ville existante et ses habitantes. À Lille, quel était ce contexte ? C'est la zone *non ædificandi*, l'ancien bidonville préexistant au quartier d'affaires. Sans trop romantiser la vie dans ces lieux-là, ils sont intéressants, car à l'opposé exact de ce que Koolhaas a pu dire et faire : c'était des baraques et des maisons conçues, réalisées et habitées par les mêmes personnes, qui évoluaient en fonction des usages et des rythmes de vie.

R. E. : Pour nous, la question de l'esthétique renvoie à celle de l'animisme, c'est-à-dire que la guerre sur le terrain du sensible qui se joue dans les métropoles peut être analysée comme un affrontement entre des esprits de natures différentes. Une ville, un quartier ou une rue habitée, c'est un espace qui a un esprit. C'est quelque chose de très matériel qui se manifeste à travers un ensemble de gestes, des manières d'être, la transmission de mémoires collectives. Pour le quartier de Saint-Léonard à Liège, c'est un accent, des références communes, des manières de vivre. La métropole joue aussi sur ce terrain-là, en essayant d'imposer ses génies enrégimentés dans l'économie, d'imposer de l'extérieur un esprit produit de toutes pièces, de manière complètement artificielle, hors-sol. À Liège, comme à Lille, je pense que ce processus métropolitain est mis en échec par les esprits remuants qui peuplent ces villes : après les deux échecs de candidature à des labels internationaux comme celui de Capitale européenne de la culture, les milieux de la contre-culture parlent de « Wallifornie » pour moquer ce qu'essayent de leur vendre les promoteurs de la métropole liégeoise ! Et typiquement, celles et ceux qui portent cette critique sont inscrits dans les quartiers et se battent aussi contre les gros festivals comme les Ardentes, qui sont des gros festivals métropolitains au sens où ils font complètement fi de ce qui est déjà là.

Gentrification, métropole, même combat ?

M. A. : Il est beaucoup question de gentrification dans cet entretien, et de la critique de ce concept dans son application militante. Si on pense que la métropole est une catégorie plus opérante pour les mouvements sociaux, quelle est sa réception dans le milieu militant ? Et dans quelle mesure ce déplacement ne risque pas de reproduire les mêmes travers, en substituant un terme tout aussi englobant qui ne marcherait pas forcément beaucoup mieux et pourrait avoir les mêmes écueils ?

R. E. : Évidemment, le risque existe, c'est pour ça qu'il faut tout de suite lui donner un contenu très précis en détaillant les processus et les acteurs pour chaque contexte local. Notre stratégie consiste plutôt à s'intéresser à ce qui contrevient au phénomène métropolitain. Pour moi, le problème essentiel de la gentrification c'est de mettre la mauvaise ambiance, de créer un climat de suspicion dans les luttes et d'empêcher ce faisant les alliances improbables dont, précisément, ces luttes ont besoin. C'est ce que fait Jean-Pierre Garnier par exemple : il se paye tous les gens de classe moyenne supérieure comme étant des gentrifieurs·ses ; et ce sans faire partie de la classe populaire, pour laquelle on sent un mépris sous-jacent. Tout le monde sort perdant de ce type de conceptualisation. Au moins, avec la métropolisation, on n'assigne pas les un·es et les autres à des positions prédéterminées et qui, en plus, sont trompeuses : les véritables gentrifieurs·ses, finalement, ce sont les promoteurs, les politiques, ce sont celles et ceux qui conçoivent la ville ! L'omniprésence du concept de gentrification est assez désespérante. C'est un concept qui vient de la sociologie, alors que la métropolisation renvoie à des mouvements politiques, comme celui des autonomes italiens qui l'utilisaient pour décrire le passage de l'usine à la ville. À Lyon, les luttes urbaines se constituent autour du quartier de La Guillotière, l'un des derniers quartiers populaires et de migration du centre-ville. Dans les assemblées, par exemple celles de l'Espace communal de La Guillotière, un squat super intéressant qui accueille des migrant·es depuis un an, il est question de métropolisation. Il faut aller voir de plus près : très souvent les luttes urbaines développent leurs propres conceptualisations, leurs propres analyses, souvent extrêmement localisées et donc plus pertinentes.

S. L. R. : Je n'ai pas l'impression que le concept de métropole ou de métropolisation a été reçu dans le monde militant. Mais j'ai l'impression qu'il n'y a aucun concept relatif à la ville qui a été reçu ! La question des luttes urbaines est quotidienne et localisée, mais sans véritable réflexion sur la ville. J'ai l'impression que mes plus jeunes camarades, en tout cas à Caen, sont pris dans l'activisme et ont une forme de rejet de tout essai de théorisation. Dans cette optique, la lecture de la gentrification de Neil Smith, cette idée des pionnières de la gentrification, est assez confortable. Elle renvoie systématiquement dos à dos des groupes en fonction de là où ils habitent. C'est oublier qu'il y a des mouvements de population économiquement contraints. Je suis peut-être un précaire avec un capital culturel et social de bourgeois, mais je ne peux pas me loger dans le 16^e arrondissement ! La précarisation des professions moyennes supérieures fait qu'on se retrouve matériellement du côté des dominées et culturellement du côté des dominantes. Que fait-on avec ça ? Il y a quand même une différence entre ceux que la géographie critique identifie comme des pionnières – des punks qui ouvrent des salles de concert et des squats pour des concerts à l'arrache, des squatteur·ses qui ramènent un discours politique et des habitudes

politiques de socialisation, des artistes installés dans des friches, etc. – et les friches créées d'en haut, où se retrouvent des artistes qui sont sélectionnés par les pouvoirs publics. Ce ne sont pas les mêmes réalités, ce ne sont pas les mêmes impacts sur la ville et les habitudes d'un quartier.

Si on laisse de côté les questions foncières relatives aux dynamiques structurelles du capitalisme et qu'on s'accuse mutuellement de participer inconsciemment au renouvellement d'un quartier, on est toujours piégé, car on n'est jamais au bon endroit. Et plutôt que de se poser la question de comment on trouve des leviers pour agir, en fait on s'en sort en se disant qu'on est moins pire que l'autre. Et ça, c'est épuisant, parce que ça veut dire qu'aucune démarche collective n'est possible. La question, c'est de savoir comment on s'inscrit dans un territoire, comment on y socialise sans être dans un rapport d'exotisme. Je suis persuadé que la métropole (ou la métropolisation) pourrait être un concept qui permette de trouver plus facilement des leviers autres que celui de gentrification, mais pour l'instant ce n'est pas le cas. La démarche du *Capital dans la cité* me semble intéressante sur ce plan²⁰ : essayer de développer d'autres concepts partant de l'idée que la production urbaine est multiple, passe par plein de leviers, et qu'effectivement la gentrification en fait partie, mais ne la résume pas.

A. D. : « Gentrification » est en effet aujourd'hui utilisé à tout va, de façon tellement large que ça nous permet difficilement de comprendre ce qui est en place et comment bien lutter contre. Mais, à l'inverse, « métropole » ou « métropolisation » ne sont pas utilisés dans les réseaux militants. À Lille, « bétonisation » est beaucoup employé dans des mobilisations qui se rattachent plutôt à l'écologie politique. Mais le terme pose question parce qu'il fait perdre de vue les rapports de classe, ce qui a pu poser question dans la mobilisation sur la friche Saint-Sauveur, qui refuse la construction de logements, y compris sociaux. En passant de la critique de la gentrification à celle de la métropole, est-ce qu'on ne met pas de côté cette question de classe ? L'intérêt du concept de gentrification reste de mettre en évidence les rapports de classe et surtout d'interroger le rôle de cette « classe d'encadrement » comme la nomme Alain Bihr. Je suis assez d'accord avec les critiques du concept de gentrification, mais je dirais qu'il faut différencier les discours en fonction de nos interlocuteur·ices.

Si ça sert, entre militant·es, pour se renvoyer des invectives du type « bobo », non merci. Par contre, quand on arrive dans un quartier et qu'on échange avec des gens qui ne sont pas du tout socialisés à ces questions-là et dont la mobilisation sur la propreté dans le quartier dérive dangereusement vers des questions sécuritaires qui stigmatisent les jeunes du quartier qui font de la moto sur l'avenue, ça peut être assez utile de reparler de « gentrification » en leur disant qu'il faut d'une certaine manière choisir son camp. On ne peut pas en vouloir aux gens d'arriver quelque part par le jeu du marché immobilier, mais il s'agit de choisir ses formes d'engagement au niveau local. On ne peut pas signer la pétition sur la propreté si à côté on n'ouvre pas sa gueule sur la question des logements et des contrôles au faciès ou du chômage. On ne fait pas une association culturelle qui organise des concerts de techno dans la salle des fêtes si de l'autre côté on ne se solidarise pas avec des gens qui de prime abord ne nous ressemblent pas. Le terme de gentrification permet de mettre le doigt là-dessus.

R. S. : Le succès du concept de gentrification est lié au fait qu'il a contribué à dynamiser la vulgate officielle de la mixité sociale. C'est peut-être parce que je suis un

peu bourdieusien, mais je pense que ce n'est pas inutile de penser le capital culturel comme étant l'une des dynamiques qui structurent les usages de la ville. Mais ça devient problématique quand cette lecture prend le pas sur la critique fondamentale du capitalisme. La gentrification, c'est en partie comme le crétinisme parlementaire, tu as l'impression de te battre contre quelque chose alors que les plans immobiliers se décident aux États-Unis sur des stratégies à dix ans, et que ce n'est clairement pas ton voisin ou ta voisine de palier qui va changer quoi que ce soit à ces desseins. Ça laisse croire que tu remets de la verticalité dans la critique, alors qu'on parle d'espaces sociaux qui sont quand même très contigus. Si le milieu radical a besoin de se redonner une verticalité, alors c'est important de ne pas se planter quand il s'agit de nommer qui sont les vraies dominant-es. Par ailleurs, c'est un concept qui est beaucoup trop mou pour fonctionner partout, ne serait-ce que pour cette simple raison qu'il n'y a pas de capital pour tout le monde, que donc cette dynamique ne peut pas être uniforme. Enfin, cette entrée un peu automatique conduit à négliger le fait que les classes populaires ne sont pas passives face aux formes d'envahissement.

Pour ce qui est de la non-réception de la métropolisation ou de la métropole comme entrées théoriques ou critiques, cela renvoie à une question fondamentale : faut-il attendre des concepts qu'ils outillent les luttes ? Je me demande s'il ne faut pas se départir de ce tropisme intellectuel qui nous réunit ici. On n'a pas écrit un traité théorique sur ce qu'on pense de la métropole, mais *Contre Euralille* nous permet de produire un organigramme, avec des noms et des adresses. Il y a une contradiction fonctionnelle entre l'écriture et la pratique de la critique. On a besoin de notions englobantes pour l'écriture. Pour ça, « métropole » c'est super – c'est la force du flou : la notion nous permet de parler d'architecture, de capital, de sensible, de gouvernementalité, de gouvernement, etc. Par contre, si l'objectif c'est d'indexer celles et ceux vis-à-vis de qui on peut s'affronter concrètement dans un contexte donné, quelque part on se fout un peu du concept. L'extrême-gauche, l'anarchisme ou l'autonomie souffrent beaucoup trop de leur enchâssement avec le champ académique : cela crée des désillusions chez les concepteurs ou les conceptrices, et du rejet chez les profanes moins diplômées.

Engager les savoirs sur l'urbain

M. A. : Ça nous ramène à la question du rapport entre le champ universitaire et militant, qui pourrait conclure cet entretien.

A. D. : Je pense qu'on partage ici une relecture des travaux marxistes sur la ville et l'urbain des années soixante – soixante-dix, de ce mouvement fort mais plus disparate qu'on ne le pense, avec Castells, Lefebvre, d'autres encore. Il y a eu une grosse éclipse de ces travaux-là dans le milieu académique, et on sent un renouveau depuis quelques années, dans lequel on s'intègre plus ou moins. Je réhabiliterais quand même Jean-Pierre Garnier par rapport à ce qu'on a pu dire, même si on peut ne pas partager ce qu'il dit aujourd'hui, notamment sur d'autres thématiques que les questions urbaines : il a eu le mérite de garder ce cap dans une certaine solitude pendant toutes les années quatre-vingt-dix et deux mille. Je me souviens d'un des premiers textes de lui que j'ai lu dans *Espaces et Sociétés* et qui m'avait fait l'effet d'une bombe : « mais comment c'est possible d'écrire ça aujourd'hui dans une revue ! ». Aujourd'hui, je rigole un peu quand je vois que nos textes sont cités dans des travaux universitaires comme matériaux d'enquête, plutôt que comme des thèses à discuter.

On est considérés comme militants. C'est une forme de mise à distance qui se fait malgré nous. Alors que de notre côté, on emprunte et on discute certaines thèses, même si c'est sans suivre le style de référencement académique ni le format classique de l'article.

Une dernière remarque sur l'état des savoirs sur l'urbain. Quand on lit récemment qu'un auteur qui écrit sur *La ville néolibérale*²¹ se revendique explicitement de la social-démocratie, on a une double réaction. La première est qu'il est courageux : beaucoup de ses collègues n'oseraient jamais dire qu'ils sont à ce point la voix de leur classe sociale, et de ce point de vue ça nous ramène aux chaudes ambiances d'antan. La deuxième, c'est qu'il a des œillères, position partagée par beaucoup d'autres spécialistes des questions urbaines : il y aurait donc un entre-deux, une social-démocratie réparatrice qui viendrait réguler les conséquences néfastes du néolibéralisme. Quand on voit ce qu'on décrit chacun dans nos villes, ce qui est aussi expliqué dans son livre, quand on sait donc que c'est la social-démocratie qui a été le fer de lance de ces politiques de métropolisation ou du moins qu'elle s'en est largement contentée, on se dit que c'est quand même se bercer d'illusions ! Dans la période actuelle, qui est quand même sacrément dangereuse, les universitaires pourraient sortir du constat et aller se mettre un minimum en danger sur les questions de comment faire et comment se sortir de la merde dans laquelle on est, même si c'est casse-gueule.

R. S. : Est-ce simplement une facilité rhétorique de régresser sur des figures mythiques telles que la social-démocratie, si tant est qu'on puisse les appeler mythiques ? D'un côté, je pense aussi que ces explicitations politiques font du bien à la clarté des débats, parce qu'elles sont devenues rares. Mais je trouve que ça dit quelque chose des repères intellectuels et idéologiques disponibles pour instruire la critique « pondérée » de la ville et de ses conditions de transformation : c'est un discours qui ne résonne avec rien de tangible sur le plan de l'émancipation. Et comme c'est un discours qui met aussi en porte-à-faux l'analyse du livre dans lequel ce même discours est écrit, je crois que ça dit des choses plus fondamentales sur l'autonomisation du champ académique, et des schizophrénies idéologiques que cette autonomie suscite. C'est un peu comme si on avait peur des effets de ses propres conclusions de chercheur·se sur soi en tant que chercheur·se : pour éviter la dissonance, on convoque une figure médiane, la « social-démocratie », qui permet de concilier l'identité d'électeur·ice de gauche, ou d'intellectuel·le impliqué·e dans la cité, avec celle du chercheur·se distancié·e et mesuré·e. Ça pose aussi la question des formats. Avec *Contre Euralille*, on s'est donné une forme de facilité : on abandonne l'exercice très compliqué qui consiste à faire de la critique sociale dans des articles de revues académiques, et on écrit ce qu'on veut, avec la forme qu'on veut, la taille qu'on veut, et les arguments qu'on veut. L'hybridation des formats militants et universitaires gagnerait à être réfléchi·e davantage pour ne pas aboutir à des textes qui soient trop peu outillés, ou à des exercices de mise en complexité du monde social.

S. L. R. : Un bon analyseur de ce retour des années soixante-dix, c'est les recherches en géographie sociale qui ont remis une forme de critique marxiste assumée dans le champ académique, affirmant être du côté des mouvements sociaux et avoir le droit de l'être, comme les travaux d'Anne Clerval ou de Mathieu Giroud, entre autres.

J'ai le souvenir d'une anecdote dans le cadre de la direction d'un ouvrage sur l'autogestion : le lecteur de mon texte n'arrivait pas à me dire pourquoi il n'aimait pas mon truc. C'est une collègue qui a fini par comprendre : « c'est parce que tu écris comme dans les années soixante-dix ! ». Ce qu'on me reprochait, c'était une écriture trop affirmative et, contre l'idée de l'objectivation du sujet de Bourdieu, de considérer que l'objectivation appartenait au récepteur ou à la réceptrice d'un texte et que la permettre passait juste par dire et assumer qui tu étais, d'où tu parlais et ce que tu voulais dire. Dans la plupart de mes textes, j'assume le fait d'avoir une position révolutionnaire, en disant qu'il est aussi idéologique de ne pas le dire que de le dire ; et que le dire permet au contraire beaucoup plus d'objectivation, parce que la personne saura faire le tri dans ce que tu dis plus facilement. Si dire ce qu'on défend fait « daté », c'est que les gens ne cachaient pas leurs engagements à l'époque. Le compromis social-démocrate a gagné dans les sciences sociales aussi, on n'a plus le droit d'être autre chose que soutien du PS, voire de La France Insoumise à la limite. Avec René Lourau, on peut penser que dans le fonctionnariat, il y a quand même cet inconscient étatique : c'est ton employeur ; et l'étalon de la neutralité, de l'objectivité, c'est effectivement l'État. C'est aussi pour ça peut-être qu'on se sent des fois un peu en décalage.

Aujourd'hui, il y a des espaces de publication à créer, qui éviteraient qu'on soit relégué au rang de la littérature grise des sciences sociales comme des corpus militants, mais justement en assumant ce cul entre deux chaises et en lui donnant de la valeur. C'était un peu le projet de départ de *Chroniques du désert*. Oui, il y a une part idéologique dans nos travaux, mais comme dans le reste des sciences sociales.

NOTES

1. Voir aussi la rencontre « Contre-pouvoirs habitants en métropole » organisée par le Groupe de recherche et d'action sur la production de l'espace (GRAPE) en janvier 2021 à Montreuil. Ce collectif, dont les membres sont passés par des formations en architecture, a proposé une réflexion sur « La question de la métropole », 21 novembre 2020, <https://grape.noblogs.org/la-question-de-la-metropole/>.
2. Par convention, nous utilisons au long de cet entretien « Métropole » avec un « M » majuscule pour désigner les institutions politico-administratives créées par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Maptam), et une minuscule pour tout autre sens.
3. L'expression « autoréduction » désigne une pratique politique consistant à imposer une baisse du prix, voire la gratuité d'un produit ou d'un service de première nécessité grâce à des actions collectives et concertées (non-paiement, refus de payer une augmentation, réquisition, vol).
4. L'expression « critique sociale » renvoie à une forme d'écrits qui mêlent l'enquête et l'analyse politique des phénomènes sociaux, dans une perspective d'émancipation

collective. Cette expression est largement utilisée par des journaux ou revues (*CQFD*, *Jef Klak*, *La Rotative*, *Z*) ou des maisons d'édition indépendantes (*L'Échappée*, *Les Étaques*, *Entremonde*, *Libertalia*, *Grevis*) pour se positionner dans le champ éditorial. Elle nous semble correspondre aux trois ouvrages dont il est question dans cet article. Elle partage avec l'enquête politique (ou militante) le souci d'articuler théorie et *praxis*.

5. Disponible en ligne sur <http://lafeteestfinie.free.fr/>.

6. On compte aussi des revues, comme *Parades*, dont le premier numéro « Trancher la ville » propose aussi une critique de la métropole, consultable sur http://revueparades.fr/Parades_01_web.pdf.

7. Voir la recension de l'ouvrage par Nicolas Maisetti, « Contre Euralille, pour des villes habitables », *Métropolitiques*, 20 février 2020, <https://metropolitiques.eu/Contre-Euralille-pour-des-villes-habitables.html>.

8. Syndrome 81 (2015), « Désert urbain », <https://syndrome81.bandcamp.com/track/desert-urbain>.

9. Malgré nos sollicitations, la co-autrice d'un des ouvrages n'a pas pu participer à la discussion. Nous sommes conscients que la liste des intervenants est donc exclusivement masculine, et nous le regrettons.

10. Signalons aussi *Habiter contre la métropole* aux Éditions Divergences (Conseil nocturne 2019), issue de la traduction d'un texte en espagnol qui, par ses références et ses positions, se rapproche du Comité invisible. Les bonnes feuilles sont disponibles en ligne sur <https://lundi.am/Habiter-contre-la-metropole-Conseil-Nocturne>.

11. Ce texte a bénéficié du soutien financier du laboratoire Environnement, villes et sociétés (UMR 5600) pour la retranscription des échanges effectuée par Sarah Irion, que nous remercions.

12. Revue philosophique française fondée en 1999 par le Parti Imaginaire, généralement associée au Comité invisible.

13. Texte anonyme diffusé sous forme de fanzine à partir de 2003. Il est associé au Comité invisible car *L'insurrection qui vient* (2007) se situe clairement dans sa lignée (la quatrième de couverture de l'édition originale est un extrait de *Appel*).

14. Collectif Degeyter (2017), *Sociologie de Lille*, Paris, La Découverte, Repères.

15. Tiqqun (2004), *Théorie du bloom*, Paris, La Fabrique.

16. « Le Grand Paris est un écocide », *lundimatin*, n° 233, 13 mars 2020, <https://lundi.am/Le-Grand-Paris-est-un-ecocide>.

17. Le Comité invisible (2007), *L'insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique, p. 38.

18. Collectif Rosa Bonheur (2019), *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam. Voir la recension de Mathieu Van Criekinggen publiée dans le numéro 25 de *Métropoles* : <https://journals.openedition.org/metropoles/7268>.

19. Cf. respectivement Mariolle, B., Bres, A. (2005), « L'architecte et la ville : à plusieurs voix sur Rem Koolhaas », *Mouvements*, 3, 39-40, 182-189 ; Fromonot, F. (2019), *La comédie des Halles. Intrigue et mise en scène*, Paris, La Fabrique ; Lamant, L. (2018), *Bruxelles Chantiers. Une critique architecturale de l'Europe*, Montréal, Lux Éditeur.

20. Adam, M. et Comby, E. (dir.) (2020), *Le capital dans la cité. Une encyclopédie critique de la ville*, Paris, Éditions Amsterdam.

21. Pinson, G. (2020), *La ville néolibérale*, Paris, Presses universitaires de France.

RÉSUMÉS

Sur des banderoles et des murs ou dans des tribunes des collectifs politiques, la « métropole » semble s'imposer dans la rhétorique des luttes urbaines actuelles. Au-delà des slogans, que désigne ce terme dans le lexique des luttes urbaines ? Comment permet-il de penser et, surtout, de mobiliser et d'agir ? À travers un entretien collectif avec les auteurs de trois ouvrages récents de critique sociale portant sur la question (*Contre Euralille : une critique de l'utopie métropolitaine*, *Le Désert Urbain*, et *Quartiers vivants*), ce texte interroge son potentiel théorique et pratique. À rebours d'une posture extérieure et surplombante cherchant à objectiver des positions politiques, il s'agit ainsi de contribuer à l'existence d'un débat sur la manière de penser et de nourrir les luttes urbaines.

On banners and graffiti or in the writings of political activists, the "metropolis" seems to have become a keyword for contemporary urban social movements in France. Beyond the slogans, what does the term refer to? How does it enable one to theorise, and above all, to mobilise and act? This collective interview with authors who address the topic in three recent books of social critique (*Contre Euralille: une critique de l'utopie métropolitaine*, *Le Désert Urbain*, and *Quartiers vivants*) questions the term's theoretical and practical potential. Instead of adopting an external and overbearing stance that seeks to objectify political positions, this text seeks to contribute to the existence of a debate on how to think and foster urban social movements.

INDEX

Mots-clés : métropole, métropolisation, critique sociale, capitalisme urbain, luttes urbaines, militantisme

Keywords : metropolis, metropolitanization, social criticism, urban capitalism, urban struggles, activism

AUTEURS

MATTHIEU ADAM

Chargé de recherche CNRS, Laboratoire Environnement Ville Société (UMR 5600), CNRS, Université de Lyon, ENS de Lyon

ANTOINE GUIRONNET

Chercheur post-doc, Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), CNRS

ANTONIO DELFINI

Sociologue, co-auteur de *Sociologie de Lille* (éditions La Découverte, 2017)

RÉMI ELIÇABE

Sociologue, chargé de recherche au Groupe Recherche Action (GRAC)

SIMON LE ROULLEY

Chercheur en sociologie et éditeur aux éditions Grevis

RAFAËL SNORIGUZZI

Chercheur, co-auteur, avec Antonio Delfini, de *Contre Euralille. Une critique de l'utopie métropolitaine* (Éditions Les Étaques, 2018)